

Unité inter-départementale Tarn-Aveyron
Cité administrative – Bât A
19 rue de Ciron
81013 ALBI - Cedex 09

ALBI, le 30/05/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 11/05/2023

Contexte et constats

Publié sur 

SAS PROMETER

Espeilhac

12220 Roussennac

Références : 12-DECHETS-2023-24

Code AIOT : 0006810966

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 11/05/2023 dans l'établissement SAS PROMETER implanté lieu-dit Sangayrac parcelles section AO 106,111,120,121 12220 Montbazens. L'inspection a été annoncée le 20/04/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette visite d'inspection fait suite à une série d'incidents ayant été signalés par l'exploitant à l'inspection.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SAS PROMETER
- lieu-dit Sangayrac parcelles section AO 106,111,120,121 12220 Montbazens
- Code AIOT : 0006810966
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La SAS PROMETER est autorisée à exploiter son unité de méthanisation par l'arrêté préfectoral d'autorisation du 15 mars 2017 (n°12-2017-03-15-0025).

Libérée de tout recours en 2019, l'unité de méthanisation a été mise en service en février 2022 avec l'apport des premières matières entrantes.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- conception des installations ;
- autosurveillance ;
- prélèvement et consommation d'eau ;
- effluents liquides ;
- déchets et matières traitées.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
2	Exploitation des installations	Arrêté Préfectoral du 15/03/2017, article 2.1.2	/	Lettre de suite préfectorale	3 mois
3	Conception des installations	Arrêté Préfectoral du 15/03/2017, article 3.1.5	/	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
4	Conception de l'installation	Arrêté Préfectoral du 15/03/2017, article 3.1.5	/	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
5	Auto surveillance	Arrêté Préfectoral du 15/03/2017, article 10.2.1	/	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
9	Collecte des effluents liquides	Arrêté Préfectoral du 15/03/2017, article 4.2.5	/	Lettre de suite préfectorale	3 mois
10	Ouvrages d'épuration	Arrêté Préfectoral du 15/03/2017, article 4.3.4	/	Lettre de suite préfectorale	3 mois
11	Principes de gestion des déchets	Arrêté Préfectoral du 15/03/2017, article 5.1.4	/	Lettre de suite préfectorale	3 mois
12	Principes de gestion des déchets	Arrêté Préfectoral du 15/03/2017, article 5.1.7	/	Lettre de suite préfectorale	3 mois
13	Déchets et matières traitées par l'établissement	Arrêté Préfectoral du 15/03/2017, article 5.2.3	/	Lettre de suite préfectorale	3 mois
15	Gestion des opérations portant sur des substances pouvant présenter des dangers	Arrêté Préfectoral du 15/03/2017, article 7.2.1	/	Lettre de suite préfectorale	3 mois
16	Ouvrages	Arrêté Préfectoral du 15/03/2017, article 4.3.6	/	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Modifications et cessation d'activité	Arrêté Préfectoral du 15/03/2017, article 1.6.2	/	Sans objet
6	Prélèvement et consommation d'eau	Arrêté Préfectoral du 15/03/2017, article 4.1.3	/	Sans objet
7	Prélèvement et consommation d'eau	Arrêté Préfectoral du 15/03/2017, article 4.1.2	/	Sans objet
8	Collecte des effluents liquides	Arrêté Préfectoral du 15/03/2017, article 4.2.2	/	Sans objet
14	Déchets et matières traitées par l'établissement	Arrêté Préfectoral du 15/03/2017, article 5.2.4	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection a mis en évidence 11 non conformités dont quatre font l'objet d'une proposition de mise en demeure.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Modifications et cessation d'activité

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/03/2017, article 1.6.2
Thème(s) : Risques chroniques, Mise à jour des études d'impact et de dangers et du plan d'épandage
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : [...] <p>Toute modification du plan d'épandage doit être portée au préalable, à la connaissance du préfet.</p>
Constats : Le 10 mai 2022, l'exploitant a porté à la connaissance du préfet des modifications sur les conditions d'exploitation de son installation. Le dossier déposé présente une synthèse entre autre des modifications apportées au plan d'épandage: <ul style="list-style-type: none"> - mise à jour des exploitations agricoles concernées; - mise à jour du périmètre d'épandage; - mise à jour des valeurs fertilisantes du digestat solide; - vérification de la balance azotée. <p>Le jour de la visite d'inspection, le plan d'épandage mis à jour n'avait toujours pas été transmis au préfet. Il a été transmis au service de l'inspection par voie électronique le lendemain de la visite.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Exploitation des installations

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/03/2017, article 2.1.2
Thème(s) : Risques chroniques, Consignes d'exploitation
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant établit des consignes d'exploitation pour l'ensemble des installations comportant explicitement les vérifications à effectuer, en conditions d'exploitation normale, en périodes de démarrage, de dysfonctionnement ou d'arrêt momentané de façon à permettre en toutes circonstances le respect des dispositions du présent arrêté. [...]
Constats : Le jour de la visite, l'inspection a pu consulter uniquement les consignes générales d'exploitation et de sécurité de la chaufferie gaz affichées dans le local. Ces consignes comportent les paragraphes suivants: <ul style="list-style-type: none">- sécurité;- vérification du bon état de marche;- conduite et vérifications;- incidents de marche;- entretien - contrôles;- dépannage - secours. L'exploitant ne dispose pas d'autres consignes pour le reste des installations. L'exploitant doit transmettre sous trois mois les consignes d'exploitation pour l'ensemble des installations.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 3 mois

N° 3 : Conception des installations

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/03/2017, article 3.1.5
Thème(s) : Risques chroniques, Odeurs
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : [...] La réception des matières organiques ainsi que leur dépotage se fera dans un hall de réception muni de portes, afin de réduire la production d'odeurs. Les cuves de stockage seront fermées, les ouvrages de stockage seront couverts ; le bâtiment principal sera mis en dépression, et l'air sera traité par une unité de désodorisation [...]
Constats : La réception des matières organiques se fait dans un bâtiment fermé. Les gaz odorants y sont aspirés puis envoyés vers une unité de traitement de l'air. Le jour de la visite, l'inspection a constaté que le bardage du bâtiment était déchiré au droit d'une des deux portes, créant une rupture d'étanchéité. Le bâtiment n'est plus en dépression. L'exploitant explique que le sinistre a été causé par un transporteur lors d'une opération de dépotage. Sans en apporter la preuve, l'exploitant précise que ce trou dans le bardage génère une légère perte de charge dans l'aspiration des odeurs mais n'est pas de nature à remettre en cause l'efficacité du traitement des odeurs. Il est proposé de mettre en demeure l'exploitant de procéder sous trois mois aux réparations du bardage afin de rendre étanche le bâtiment de réception des matières odorantes.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 3 mois

N° 4 : Conception de l'installation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/03/2017, article 3.1.5
Thème(s) : Risques chroniques, Odeurs (suite)
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : [...] Si une indisponibilité ou un dysfonctionnement de cette installation de traitement est susceptible de conduire à une émission d'odeurs susceptibles d'incommoder le voisinage, l'exploitant prend les dispositions nécessaires pour éliminer ou réduire la pollution émise dans les plus brefs délais. Un registre spécifique à l'unité de désodorisation est tenu à jour, sur lequel sont notés : <ul style="list-style-type: none">- les incidents et dysfonctionnements,- les dispositions prises pour y remédier,- les différentes opérations de vérification, entretien ou nettoyage réalisées sur l'installation. [...] Dans un délai d'un an après la mise en service, l'exploitant procède à la réalisation d'une campagne d'évaluation de l'impact olfactif de l'installation dans l'environnement afin de valider l'efficacité des équipements mis en place. Les résultats sont transmis dès réception à l'inspection des installations classées. [...] En cas de plaintes relatives aux odeurs émises par les activités autorisées et sur demande de l'inspection des installations classées, l'exploitant doit : <ul style="list-style-type: none">• pouvoir identifier la source de la nuisance ressentie ;• investiguer sur ces conditions de fonctionnement, ou de traitement, potentiellement à l'origine de la nuisance exprimée. En particulier, il devra vérifier l'efficacité du confinement de la phase de réception, l'efficacité de la captation et du traitement de l'air (unité de désodorisation) mais aussi envisager la nécessité de traiter/capter les odeurs d'autres zones de stockage, entreposage, traitement pouvant être à l'origine de nuisances ;• proposer un plan d'action avec mesures compensatoires ou alternatives de maîtrise des nuisances.
Constats : L'exploitant a été prévenu par un voisin de nuisances olfactives générées par son installation. L'exploitant n'a pas mis en place de registre. L'installation est en fonctionnement depuis février 2022. L'exploitant n'a pas procédé à la réalisation d'une campagne d'évaluation de l'impact olfactif de l'installation dans l'environnement dans le délai d'un an après la mise en service. Il est proposé de mettre en demeure l'exploitant de réaliser sous trois mois une campagne d'évaluation de l'impact olfactif.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 3 mois

N° 5 : Auto surveillance

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/03/2017, article 10.2.1
Thème(s) : Risques chroniques, Auto surveillance du biofiltre
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : Premier contrôle effectué six mois au plus tard après la mise en service de l'installation puis tous les ans.</p> <p>Contrôle externe par organisme agréé.</p> <p>Paramètre à contrôler Débit rejeté Concentration en O2 Poussières SO2 NOX en équivalent NO2 CO HCl HF COVNM H2S et NH3</p>
<p>Constats : L'installation a été mise en service en février 2022.</p> <p>Le jour de l'inspection, le contrôle du système de traitement n'avait pas été réalisé.</p> <p>Il est proposé de mettre en demeure l'exploitant de faire contrôler sous trois mois le système de traitement des odeurs par un organisme agréé.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 3 mois

N° 6 : Prélèvement et consommation d'eau

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/03/2017, article 4.1.3
Thème(s) : Risques chroniques, Protection des réseaux d'eau potable
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : Un ou plusieurs réservoirs de coupure ou bacs de disconnexion ou tout autre équipement présentant des garanties équivalentes sont installés afin d'isoler les réseaux d'eaux industrielles et pour éviter des retours de substances dans les réseaux d'adduction d'eau publique.</p>
<p>Constats : Le réseau principal d'adduction d'eau potable est protégé contre les dépressions, les retours de débit et contre les aspirations par un disconnecteur hydraulique de la marque BRAUKMANN.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 7 : Prélèvement et consommation d'eau

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/03/2017, article 4.1.2
Thème(s) : Risques chroniques, relevé des prélèvements d'eau
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'installation de prélèvement d'eau est munie d'un dispositif de mesure totalisateur de la quantité d'eau prélevée. Ce dispositif est relevé a minima selon une fréquence mensuelle. Les résultats sont portés sur un registre éventuellement informatisé et consultable par l'inspection des installations classées
Constats : Lors de la visite, l'inspection a pu consulter le registre informatique sur lequel l'exploitant reporte ses relevés mensuels de consommation d'eau du réseau public. Il n'y a pas de forage sur le site.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 8 : Collecte des effluents liquides

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/03/2017, article 4.2.2
Thème(s) : Risques chroniques, Plan des réseaux
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Un schéma de tous les réseaux et un plan des égouts sont établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et datés. Ils sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours. Le plan des réseaux d'alimentation et de collecte fait notamment apparaître : <ul style="list-style-type: none">• l'origine et la distribution de l'eau d'alimentation,• les dispositifs de protection de l'alimentation (bac de disconnexion, implantation des disconnecteurs ou tout autre dispositif permettant un isolement avec la distribution alimentaire, ...)• les secteurs collectés et les réseaux associés• les ouvrages de toutes sortes (vannes, compteurs...)• les ouvrages d'épuration interne avec leurs points de contrôle et les points de rejet de toute nature (interne ou au milieu).
Constats : L'exploitant a présenté un plan conforme des réseaux qui a été mis à jour à l'occasion des modifications apportées sur les conditions d'exploitation de l'installation (cf. porter-à-connaissance).
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 9 : Collecte des effluents liquides

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/03/2017, article 4.2.5
Thème(s) : Risques chroniques, Isolement avec les milieux
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Un système permet l'isolement des réseaux d'assainissement de l'établissement par rapport à l'extérieur. Ces dispositifs sont maintenus en état de marche, signalés et actionnables en toute circonstance localement et/ou à partir d'un poste de commande. Leur entretien préventif et leur mise en fonctionnement sont définis par consigne.
Constats : La rétention des cuves (digesteur, post-digesteur, digestats) est constamment isolée du réseau d'eau pluviale par une guillotine étanche actionnable manuellement. L'exploitant indique qu'en fonctionnement normale cette guillotine reste fermée et n'est ouverte par un opérateur que pour évacuer l'eau pluviale accumulée dans la rétention après vérification de l'absence de pollution. L'exploitant n'a pas défini de consignes pour la mise en fonctionnement de la guillotine. Les eaux pluviales des aires de circulation, potentiellement souillée, sont collectées dans un bassin. Si les analyses de ces eaux sont conformes, l'exploitant procède à la mise en route d'une pompe qui envoie les eaux vers un séparateur hydrocarbure avant rejet dans le milieu naturel. L'exploitant n'a pas défini de consignes pour l'entretien du séparateur. L'exploitant doit transmettre sous trois mois ces deux consignes.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 3 mois

N° 10 : Ouvrages d'épuration

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/03/2017, article 4.3.4
Thème(s) : Risques chroniques, Entretien et conduite des installations de traitement
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Un registre spécial est tenu sur lequel sont notés les incidents de fonctionnement des dispositifs de collecte, de traitement, de recyclage ou de rejet des eaux, les dispositions prises pour y remédier et les résultats des mesures et contrôles de la qualité des rejets auxquels il a été procédé. [...] Les fiches de suivi du nettoyage du décanteur-séparateur d'hydrocarbures, l'attestation de conformité à la norme en vigueur ainsi que les bordereaux de traitement des déchets détruits ou retraités sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.
Constats : L'exploitant a présenté le classeur dans lequel il consigne les éventuels incidents survenus. L'exploitant n'était pas en possession de l'attestation de conformité à la norme en vigueur du décanteur-séparateur d'hydrocarbures. Selon l'exploitant, le séparateur doit faire l'objet d'un entretien annuel dans le courant du mois de mai 2023. L'exploitant doit transmettre sous trois mois l'attestation de conformité de l'équipement.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 3 mois

N° 11 : Principes de gestion des déchets

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/03/2017, article 5.1.4
Thème(s) : Risques chroniques, Déchets gérés à l'extérieur de l'établissement
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : L'exploitant oriente les déchets produits dans des filières propres à garantir les intérêts visés à l'article L. 511-1 et L. 541-1 du code de l'environnement. Il s'assure que la personne à qui il remet les déchets est autorisée à les prendre en charge et que les installations destinataires des déchets sont régulièrement autorisées à cet effet.</p> <p>Constats : Dans le cadre de l'exploitation/entretien de son installation, l'exploitant est amené à produire en petites quantités de déchets dangereux (chiffons souillés, huiles). Ces déchets dangereux sont actuellement stockés dans deux fûts positionnés sur rétention dans l'attente de la contractualisation du marché d'enlèvement.</p> <p>Le 26/01/2023, une canalisation de transfert se bouche. Selon la fiche d'incident transmise par l'exploitant, l'opération de débouchage par camion hydrocureur entraîne le déversement d'environ 25 m3 d'eau souillée (mélange d'eau, de matières végétales broyées, de corps gras végétale et de lisiers) sur la zone de rétention. Seulement 20 m3 sont récupérés et réinjectés en tête de process. L'exploitant indique dans cette fiche que les 5 m3, qui n'ont pu être réinjectés, ont été évacués dans un centre de traitement de "déchets boues" avec un bordereau de suivi de déchets (BSD).</p> <p>Le jour de la visite d'inspection, l'exploitant n'a pas été en mesure de justifier vers quelle installation de destination finale son déchet a été évacué. Aucun BSD n'a été présenté.</p> <p>L'exploitant doit transmettre sous trois mois le bordereau de suivi de déchets relatif à l'évacuation des boues.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 3 mois

N° 12 : Principes de gestion des déchets

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/03/2017, article 5.1.7
Thème(s) : Risques chroniques, Transport
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : L'exploitant tient un registre chronologique où sont consignés tous les déchets sortant. [...]</p> <p>Constats : L'exploitant n'a pas mis en place le registre des déchets sortants alors que des déchets ont été évacués du site (cf. constat précédent).</p> <p>L'exploitant doit transmettre sous trois mois un registre conforme.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 3 mois

N° 13 : Déchets et matières traitées par l'établissement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/03/2017, article 5.2.3
Thème(s) : Risques chroniques, Caractérisation préalable des matières
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : L'exploitant élabore un ou des cahiers des charges pour définir la qualité des matières admissibles dans l'installation. Ces éléments précisent explicitement les critères qu'elles doivent satisfaire et dont la vérification est requise.</p> <p>Avant la première admission d'une matière dans son installation et en vue d'en vérifier l'admissibilité, l'exploitant demande au producteur, à la collectivité en charge de la collecte ou au détenteur une information préalable. Cette information préalable est renouvelée tous les ans et conservée au moins trois ans par l'exploitant.</p> <p>L'information préalable contient a minima les éléments suivants pour la caractérisation des matières entrantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - source et origine de la matière ; - données concernant sa composition, et notamment sa teneur en matière sèche et en matières organiques ; - dans le cas de sous-produits animaux au sens du règlement (CE) n° 1069-2009, indication de la catégorie correspondante et d'un éventuel traitement préalable d'hygiénisation ; l'établissement devra alors disposer de l'agrément sanitaire prévu par le règlement (CE) n° 1069-2009, et les dispositifs de traitement de ces sous-produits seront présentés au dossier ; - son apparence (odeur, couleur, apparence physique) ; - les conditions de son transport ; - le code du déchet conformément à l'annexe II de l'article R. 541-8 du code de l'environnement - le cas échéant, les précautions supplémentaires à prendre, notamment celles nécessaires à la prévention de la formation d'hydrogène sulfuré consécutivement au mélange de matières avec des matières déjà présentes sur le site. <p>L'exploitant tient en permanence à jour et à la disposition de l'inspection des installations classées le recueil des informations préalables qui lui ont été adressées et précise, le cas échéant, les motifs pour lesquels il a refusé l'admission d'une matière.</p>
<p>Constats : L'exploitant n'a pas élaboré de cahiers des charges pour définir la qualité des matières admissibles dans l'installation.</p> <p>L'inspection a pu consulter les fiches d'information préalable établit avant l'admission d'un intrant. Ces fiches comportent les informations demandées dans la prescription.</p> <p>L'exploitant doit transmettre sous trois mois les cahiers des charges relatifs aux matières admissibles.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 3 mois

N° 14 : Déchets et matières traitées par l'établissement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/03/2017, article 5.2.4
Thème(s) : Risques chroniques, Enregistrement lors de l'admission
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Toute admission de déchets ou de matières donne lieu à un enregistrement de : 1. Leur désignation et le code des déchets indiqué à l'annexe II de l'article R. 541-8 du code de l'environnement susvisé ; 2. La date de réception ; 3. Le tonnage ou, en cas de livraison par canalisation, le volume, évalué selon une méthode décrite et justifiée par l'exploitant ; 4. Le nom et l'adresse de l'expéditeur initial ; 5. Le cas échéant, le nom et l'adresse des installations dans lesquelles les déchets ou matières ont été préalablement entreposés, reconditionnés, transformés ou traités et leur numéro SIRET ; 6. Le nom, l'adresse du transporteur du déchet et, le cas échéant, son numéro SIREN et son numéro de récépissé délivré en application de l'article R. 541-50 du code de l'environnement ; 7. La désignation du traitement déjà appliqué au déchet ou à la matière ; 8. La date prévisionnelle de traitement des déchets ou matières ; 9. Le cas échéant, la date et le motif de refus de prise en charge, complétés de la mention de destination prévue des déchets et matières refusés. Les registres d'admission des déchets sont conservés par l'exploitant pendant une durée minimale de dix ans en cas de retour au sol du digestat, et trois ans dans les autres cas. Ces registres sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.
Constats : L'exploitant a présenté à l'inspection un registre des matières entrantes conforme.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 15 : Gestion des opérations portant sur des substances pouvant présenter des dangers

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/03/2017, article 7.2.1
Thème(s) : Risques chroniques, Consignes d'exploitation destinées à prévenir les accidents
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : Les opérations comportant des manipulations susceptibles de créer des risques, en raison de leur nature ou de leur proximité avec des installations dangereuses, et la conduite des installations, dont le dysfonctionnement aurait par leur développement des conséquences dommageables pour le voisinage et l'environnement (phases de démarrage et d'arrêt, fonctionnement normal, entretien...) font l'objet de procédures et instructions d'exploitation écrites et contrôlées. [...]</p> <p>Constats : Selon la fiche d'incident transmis par l'exploitant, le 15/11/2022, la manipulation d'une vanne par un sous-traitant a entraîné le rejet de "matières dangereuses ou polluantes" dans l'atmosphère. La fiche ne précise pas la nature de la matière dangereuse ni la quantité rejetée. Suite à l'analyse de cet incident, l'exploitant a prévu les améliorations organisationnelles suivantes: - révision/rédaction de consignes/procédures; - formation des opérateurs.</p> <p>Le jour de la visite d'inspection, l'exploitant n'avait pris aucune des mesures évoquées ci-dessus permettant de prendre en compte ce retour d'expérience.</p> <p>L'exploitant doit transmettre la consigne relative à la prise en compte de cet incident dans les mesures organisationnelles de l'entreprise.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 3 mois

N° 16 : Ouvrages

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/03/2017, article 4.3.6
Thème(s) : Risques chroniques, Caractéristiques des dispositifs de stockage
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : [...] Protections des personnes : les trois bassins et le filtre planté sont munis de dispositifs de protections afin d'éviter toute chute de personne. [...]</p> <p>Constats : Le bassin de récupération des eaux pluviales n'est munie d'aucun dispositif anti-chute.</p> <p>Il est proposé de mettre en demeure l'exploitant d'installer un dispositif de protection afin d'éviter toute chute de personne.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 3 mois